

CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



Le Pacte de Varsovie

■ Vers la fin de 1989 et au début de 1990, ce sont les événements survenus au sein du Pacte de Varsovie qui ont constitué l'essentiel de l'actualité en matière de défense, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Vers la mi-janvier, le nouveau gouvernement tchécoslovaque a entrepris des pourparlers avec l'URSS pour parvenir à un accord sur le retrait, d'ici la fin de 1990, de toutes les troupes soviétiques stationnées sur son territoire. Les forces de l'URSS sont entrées en Tchécoslovaquie en 1968, en même temps que celles des autres pays du Pacte de Varsovie, pour réprimer l'insurrection contre le régime communiste.

Le 4 décembre 1989, les pays du Pacte de Varsovie, dont l'Union soviétique, ont profité d'une de leurs réunions pour condamner l'invasion de 1968, la qualifiant d'ingérence inadmissible dans les affaires internes de la Tchécoslovaquie. En 1989, quelque 5 000 soldats soviétiques, 700 chars et 200 avions ont été retirés de ce pays, lorsque M. Gorbatchev a décidé de réduire de 50 000 hommes les effectifs soviétiques en Europe de l'Est. Il reste environ 75 000 soldats en Tchécoslovaquie.

Le 24 janvier, le ministre tchèque des Affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier a officiellement annoncé que son pays cesserait de se livrer au trafic d'armes international. La Tchécoslovaquie est actuellement le septième exportateur mondial d'armements.

Quelques jours plus tard, lors d'un colloque organisé à Vienne par des représentants militaires du Pacte de Varsovie et de l'OTAN et consacré à l'étude des doctrines militaires, la Hongrie a demandé que toutes les troupes soviétiques stationnées sur son territoire le quittent d'ici la fin de 1991. Des négociations à ce sujet ont débuté peu après. Le nouveau gouvernement polonais

aurait, quant à lui, déclaré que le retrait des troupes soviétiques constituait une condition *sine qua non* de l'instauration d'une nouvelle relation entre la Pologne et l'URSS.

Parallèlement, tous les membres du Pacte de Varsovie ont indiqué leur intention de demeurer dans l'alliance. À Vienne, des porte-parole soviétiques ont annoncé que l'orientation politique de l'organisation militaire changerait bientôt. D'après ces mêmes sources, l'actuel Comité consultatif politique va être remplacé par un conseil reflétant plus fidèlement la nature et les intérêts des gouvernements membres du Pacte.

Il est encore trop tôt pour savoir quel sera exactement l'effet du retrait des troupes soviétiques sur la doctrine militaire de Moscou. À l'occasion du colloque de Vienne, Mikhaïl Moïseyev, Chef de l'état-major général soviétique, a précisé que l'URSS s'inspirait désormais du principe de la «suffisance raisonnable». Sur le plan des forces conventionnelles, il faut comprendre par là «des effectifs et des structures qui permettent aux deux camps de repousser toute agression quelle qu'elle soit, sans pour autant leur donner les moyens de lancer une attaque ou de mener une opération offensive de grande envergure». M. Moïseyev a illustré son propos en citant la décision prise par son pays de retirer 500 000 hommes, mais il n'a donné aucune explication quant à la structure militaire qui permettrait d'empêcher une opération offensive. Par ailleurs, le Chef de l'état-major général a annoncé une réduction de 8,2 p. 100 du budget soviétique de la défense pour 1990, et de 14 p. 100 pour les deux années suivantes.

Les deux réactions de l'OTAN

■ Si l'on en croit un porte-parole, les planificateurs de l'OTAN, face à l'accélération du rythme des bouleversements en Europe de l'Est, se sont contentés d'observer le changement, sans essayer d'y faire face. Deux conséquences possibles ont toutefois été soulignées. Premièrement, des représentants du gouvernement ouest-allemand ont dit douter fortement que l'on parvienne à conclure un accord sur le déploiement d'un successeur au missile nucléaire à courte portée *Lance*. Deuxièmement, la capacité des pays

du Pacte de Varsovie de lancer une attaque surprise a été réévaluée. Au cours des dernières années, des services de renseignements américains ont avancé que, dans l'hypothèse d'une attaque soviétique de grande envergure contre l'Europe occidentale, l'OTAN disposerait d'au plus quatorze jours pour se préparer. D'après certaines estimations révisées des services nationaux de renseignements, ce délai passerait à au moins un mois, alors que d'autres sources parlent d'au moins deux mois. La durée du délai d'avertissement fiable est liée aux dépenses militaires, surtout pour les États-Unis, qui ont besoin d'une importante capacité d'emport instantanée pour venir rapidement à la rescousse de leurs troupes stationnées en Europe.

Le budget américain de la défense

■ Le 30 janvier, le président Bush a finalement présenté au Congrès son budget de la défense pour l'exercice 1991. Le président Bush veut consacrer 303,3 milliards de dollars US à la défense, soit une augmentation par rapport aux 296,3 milliards de l'exercice 1990, mais une réduction d'environ 2 p. 100 une fois l'inflation prise en compte.

Même s'il avait été largement question d'abandonner ou de réduire certains grands programmes stratégiques, Bush a demandé que l'on poursuive le programme de modernisation des forces nucléaires stratégiques. Ce dernier porte notamment sur le bombardier *B-2*, le missile de croisière perfectionné, le nouveau sous-marin d'attaque *Seawolf*, le missile balistique *Trident D-5* lancé depuis un sous-marin, le missile *MX* à têtes multiples et le *Midgetman* à tête unique. Le budget prévoit également une augmentation du budget de recherche réservé au programme de la Guerre des étoiles.

Comme l'a indiqué le Secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, le gouvernement entend réduire le budget de 2 p. 100 par an au cours des quatre prochaines années. Ces compressions devraient plutôt porter sur les forces conventionnelles, étant donné que les événements récents

ont amené les États-Unis à vouloir réduire leurs effectifs en Europe. En fait, le 31 janvier, soit le lendemain de la publication de son budget, M. George Bush a proposé que les États-Unis et l'URSS ramènent leurs forces respectives en Europe centrale à 195 000 hommes.

L'orientation stratégique dont témoigne le budget de la défense risque de susciter énormément de critiques à l'occasion des audiences du Congrès qui ont maintenant commencé, tandis que la proposition de Cheney de fermer soixante bases militaires pourrait faire l'objet d'âpres négociations entre le Congrès et la Maison-Blanche.

Politique canadienne

■ Le personnel des Forces canadiennes a vécu en janvier deux événements historiques. Premièrement, un *Hercules C-130* canadien a effectué une mission «témoin» au-dessus du territoire hongrois pour mettre à l'essai certains procédés proposés dans le cadre du régime des ciels ouverts.

Deuxièmement, le Chef de l'état-major de la Défense, le général John de Chastelain, a dirigé la délégation canadienne lors du colloque sur les doctrines militaires à Vienne. Le général de Chastelain a profité de l'occasion pour évoquer un thème canadien connu de ses alliés de l'OTAN : «J'aimerais rappeler que le rôle militaire du Canada dans l'OTAN est tout aussi lié aux forces que nous déployons en Amérique du Nord qu'à celles que nous déployons dans les secteurs est de l'Atlantique et en Europe.»

Le général a été un peu moins clair quant à l'avenir des forces canadiennes en Europe. Il a précisé que l'étendue de la contribution canadienne était moins importante que le message politique véhiculé par la simple présence des troupes là-bas. Il a immédiatement poursuivi en disant que, «d'un point de vue militaire toutefois, les forces canadiennes sont loin d'être négligeables» et que, «tant pour les deux alliances elles-mêmes que pour des raisons purement égoïstes et nationales, le Canada a beaucoup à offrir et à gagner par sa présence militaire en Europe». □

— DAVID COX